

Art. 11. Als overgangsmaatregel is het nodig om, wat betreft de prestaties die werden verricht tot en met 31 augustus 1997, in artikel 3, a) van dit besluit het woord "quotum" te vervangen door "het gemiddeld aantal werknemers die tijdens het betrokken primester tewerkgesteld zijn op basis van een arbeidsovereenkomst of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 tot reglementering van de werkloosheid en waarvoor de onderneming geniet van tegemoetkomingen van het bestuur krachtens het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die door de ondernemingen met aangepast werk worden gedragen voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen".

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 13 maart 1997

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1148

[C - 97/31164]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères d'octroi des subventions à l'investissement aux entreprises de travail adapté

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'adapter l'ensemble de la réglementation relative au subventionnement des entreprises de travail adapté à partir du 1^{er} janvier 1997, suite à la mise en œuvre de la Convention collective de travail n° 43 septies du 2 juillet 1996, et de supprimer le fonds d'investissement pour l'équipement dont les modalités d'application trop complexes n'ont pas produit les effets escomptés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

« Collège » : Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

« administration » : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« entreprise » : entreprise de travail adapté tel que définie au chapitre III du décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

Art. 3. L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'investissement dans les limites des crédits disponibles.

Art. 4. Les dépenses subventionnables sont :

l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.

Art. 5. Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration, tel que ce coût est pris en considération suivant les dispositions du présent arrêté.

Art. 6. Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de subventions doivent être introduites auprès de l'administration par lettre recommandée au plus tard le 15 janvier de l'année de référence pour laquelle la subvention est sollicitée. L'administration fixe le modèle de la demande et détermine les documents à joindre.

La demande mentionne son objet précis et le délai dans lequel les achats et travaux seront réalisés et inclut un plan d'investissement à long terme.

Art. 7. La demande de subventionnement doit comprendre :

- a) le plan des achats et travaux;
- b) pour les biens immeubles : un extrait de plan cadastral situant leur emplacement, les plans, coupes et façades des bâtiments, l'offre de prix du bien à acheter ou le devis des travaux à effectuer;
- c) pour l'équipement : la justification de l'achat, les offres de prix présentées par trois fournisseurs;
- d) la preuve que l'entreprise dispose des sommes nécessaires pour couvrir la différence entre le coût réel et la subvention, éventuellement par l'emprunt;
- e) l'engagement de maintenir à la subvention l'affectation pour laquelle il est octroyé et de rembourser le montant de la subvention liquidée si l'affectation prévue est modifiée sans l'autorisation du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes conformément aux dispositions de l'article 22 du présent arrêté. L'affectation de l'équipement doit être maintenue pendant le délai d'amortissement fixé;
- f) l'engagement d'occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota;
- g) l'engagement d'entamer, en cas d'achat d'un terrain, les travaux de construction dans un délai d'un an à compter de son achat;
- h) l'engagement d'assurer les immeubles et l'équipement contre le risque d'incendie et les risques connexes;
- i) l'indication des biens sur lesquels l'entreprise donne garantie hypothécaire, ou des autres sûretés qu'elle donne en garantie des engagements visés ci-dessus.

En cas d'observation des engagements prévus, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée.

Art. 8. L'administration instruit les demandes et les soumet en une seule fois pour décision au Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes.

Il est tenu compte du plan de fonctionnement de l'entreprise et des conditions économiques générales.

Les demandes des entreprises qui ne concernent pas l'achat d'équipements sont classées par priorité dans l'ordre suivant :

- 1° la sécurité des travailleurs;
- 2° le maintien de l'infrastructure existante;
- 3° la mise au travail de personnes gravement handicapées;
- 4° la modernisation de l'infrastructure;
- 5° la rentabilisation de l'infrastructure;
- 6° la capacité d'auto-financement de l'entreprise.

En fonction des crédits disponibles, l'administration octroie ses subventions en respectant l'ordre de ces priorités.

Art. 9. Une subvention à l'investissement n'est octroyée à une entreprise que pour le nombre de travailleurs handicapés correspondant au quota tel que défini à l'article 4 de l'arrêté du Collège fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté et qui est en vigueur le 15 janvier de l'année de référence pour laquelle une subvention est sollicitée.

A titre transitoire, pour les demandes relatives à l'exercice de référence 1997, la subvention à l'investissement octroyée tient compte du quota en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 10. Les achats et travaux déjà effectués ne peuvent faire l'objet d'une subvention que pour autant que la date de l'achat ou du début des travaux ne soit pas antérieure de plus de deux ans à l'année de référence pour laquelle la demande est introduite.

Art. 11. Le coût des travaux de construction d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° le nombre de m² effectivement construit est limité à 30 m² par travailleur handicapé prévu au quota;
- 2° le montant maximum subventionnable est limité à 12 000 F par m² majorés du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui ne peut être déduite par le maître de l'ouvrage;
- 3° il peut être dérogé à la limite en superficie ci-dessus précisée à raison de 10 m² maximum par travailleur handicapé prévu au quota pour la construction de hall de stockage fermé justifié par les activités de l'entreprise; dans ce cas, le montant maximum subventionnable est limité à 9 000 F par m² majorés du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui ne peut être déduite par le maître de l'ouvrage.
- 4° les superficies de service reconnues par l'administration comme indispensables au bon fonctionnement de l'entreprise sont prises en considération à raison de :
 - halls de stockage semi-ouverts ou ouverts : 6 000 F par m²;
 - aires de stockage, zones de manœuvre, chemins d'accès, aires de déchargement, aires de stationnement : 2 000 F par m².

Art. 12. Le coût d'achat d'un terrain est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° le nombre de m² pris en considération est limité à la superficie couverte par les bâtiments construits augmentée de maximum 25 %;
- 2° d'autres superficies non bâties sont prises en considération si en fonction des activités économiques exercées, des besoins en matière de stockage, de voies d'accès et d'aires de stationnement s'avèrent indispensables;
- 3° le montant maximum subventionnable est limité à 3 000 F par m²;
- 4° s'il est destiné à l'élevage et à l'agriculture, son montant maximum subventionnable est limité à 500 F par m².

Art. 13. Le coût d'achat d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° l'administration fait établir la valeur vénale du bâtiment;
- 2° le terrain non bâti n'entre en ligne de compte dans cette évaluation qu'à concurrence d'une superficie égale à 25 % de la superficie couverte par le bâtiment.

Art. 14. Le coût des travaux de transformation d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° les travaux sont limités à un montant maximum égal à 20 % du montant pris en considération par l'administration pour subventionner le bâtiment acheté ou, à défaut, de la valeur vénale du bâtiment;
- 2° le terrain non bâti n'entre en ligne de compte dans cette évaluation qu'à concurrence d'une superficie égale à 25 % de la superficie couverte par le bâtiment.

Art. 15. Le montant pris en considération pour l'achat et la transformation d'un bâtiment ne peut dépasser celui qui eût été pris en considération pour l'achat d'un terrain et la construction d'un bâtiment compte tenu du quota fixé pour l'entreprise.

Art. 16. Le coût d'achat d'équipements est pris en considération dans les conditions suivantes :

1° sur proposition de l'administration, le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes peut fixer des montants maxima de prise en charge de certains équipements; il peut également fixer des montants minima de coût unitaire en dessous desquels aucune intervention n'est accordée;

2° pour chaque équipement, l'entreprise présente les offres de trois fournisseurs différents; s'il ne peut présenter trois offres, il en présente la justification;

3° par entreprise, un premier plafond maximum de subvention est fixé à 100 000 F par travailleur handicapé prévu au quota, sans qu'aucune limitation dans le temps ne soit instaurée pour épuiser ce montant; pour déterminer si ce plafond est atteint, il est tenu compte des subventions accordées depuis la date d'agrément en tant qu'atelier protégé;

4° quand ce premier plafond est atteint, par entreprise, un deuxième plafond maximum de subvention est fixé à 6 000 F par travailleur handicapé prévu au quota par année de référence.

Si la demande de l'entreprise n'atteint pas ce montant, elle peut en reporter le solde sur l'année de référence suivante deux fois de suite.

Art. 17. La décision du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes indique les achats et travaux qui sont pris en considération par l'administration, les éléments sur base desquels le montant de la subvention est calculé, les modifications éventuelles apportées au plan des achats et constructions.

L'administration informe immédiatement l'entreprise du montant et du rang de l'inscription hypothécaire ou des autres sûretés qu'elle exige en garantie des engagements pris par l'entreprise.

Art. 18. La décision d'octroi d'une subvention cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats pas effectués avant l'expiration du trimestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats.

Art. 19. Les pièces justificatives permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de l'acquittement des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision.

Art. 20. La subvention relative à la construction ou la transformation de bâtiment est liquidée :

- à raison de 80 % au fur et à mesure de la production des pièces justificatives concernant l'exécution des travaux;
- à raison de 10 % lorsque l'entreprise a occupé, pendant deux trimestres consécutifs au moins 90 % du nombre de travailleurs handicapés prévu au quota;
- à raison des 10 % restants lorsque l'entreprise occupe effectivement le bâtiment pour lequel la subvention est octroyée.

Art. 21. La subvention relative à l'achat d'équipement est liquidée après production de la facture acquittée et d'une déclaration attestant que l'équipement a été livré en parfait état.

Art. 22. L'entreprise s'engage à maintenir à la subvention l'affectation pour laquelle elle est octroyée. Cette affectation ne peut être modifiée sans l'autorisation du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes après avis de l'administration.

En ce qui concerne l'équipement acquis entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1997 et qui a fait l'objet d'une décision d'octroi de subvention relative à une année de référence comprise de 1992 à 1996, en cas de non-maintien de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente.

En ce qui concerne l'équipement acquis en dehors de cette période, en cas de non-maintien de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 60 % du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente.

En ce qui concerne les biens immobiliers, en cas de non-maintien de l'affectation de la subvention, l'administration fait établir la valeur vénale des biens. L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par l'administration. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.

Art. 23. Sont abrogés :

1° les articles 80, alinéa 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

2° en ce qui concerne les entreprises, l'article 83 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

3° l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement d'ateliers protégés, tel que modifié.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

—————
VERTALING

N. 97 — 1148

[C - 97/31164]

13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van de investeringssubsidies aan de ondernemingen met aangepast werk

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op artikel 83, §3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 4, 1° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 19, 1ste lid, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van ondernemingen met aangepast werk;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden tussen zijn leden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn

werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 1997;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 7 januari 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid belast met Begroting, gegeven op 31 januari 1997;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt ingegeven door de noodzaak om vanaf 1 januari 1997 de hele reglementering betreffende de subsidiëring van de ondernemingen met aangepast werk aan te passen ingevolge de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 septies van 2 juli 1996 en om het investeringsfonds voor nutsvoorzieningen te ontbinden waarvan de te ingewikkelde toepassingsmodaliteiten niet tot het verwachte resultaat hebben geleid;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 februari 1997, overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van de gehandicapten in het arbeidsproces;

« College » : College van Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

« bestuur » : Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« onderneming » : onderneming met aangepast werk zoals bepaald in hoofdstuk III van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces;

Art. 3. Het bestuur kent aan de ondernemingen investeringssubsidies toe binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 4. De uitgaven waarvoor subsidies kunnen worden toegekend zijn :

de aankoop van terreinen, de bouw, aankoop, verbouwing van gebouwen, de aankoop van nutsvoorzieningen.

Art. 5. Het toegekende subsidiebedrag is gelijk aan 60% van de kostprijs zonder de belasting over de toegevoegde waarde van de investering die door het bestuur als noodzakelijk wordt erkend, zoals deze kostprijs in aanmerking wordt genomen volgens de bepalingen van dit besluit.

Art. 6. Op straffe van onontvankelijkheid moeten de aanvragen om subsidie uiterlijk op 15 januari van het referentiejaar waarvoor de subsidie aangevraagd is bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur.

Het bestuur stelt het model van de aanvraag vast en bepaalt welke documenten moeten worden toegevoegd.

De aanvraag vermeldt het precieze doel en de termijn waarbinnen de aankopen en werken zullen worden uitgevoerd en omvat een investeringsplan op lange termijn.

Art. 7. De aanvraag om subsidiëring moet de volgende gegevens omvatten :

- a) het plan van de aankopen en werken;
- b) voor de onroerende goederen : een uittreksel uit het kadastraal plan met vermelding van de plaats, plannen, doorsnedes en gevels van de gebouwen, de prijssofferte van het aan te kopen goed of het bestek van de uit te voeren werken;
- c) voor de uitrusting : de motivering van de aankoop, de prijssoffertes van drie leveranciers;
- d) het bewijs dat de onderneming beschikt over de vereiste bedragen om het verschil te dekken tussen de werkelijke kostprijs en de subsidie, eventueel door de lening;
- e) de verbintenis om de subsidie aan te wenden voor het doel waarvoor ze werd toegekend en het toegekende subsidiebedrag terug te betalen indien de voorziene bestemming gewijzigd wordt zonder toelating van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen krachtens de bepalingen van artikel 22 van dit besluit. De bestemming van de moet dezelfde zijn gedurende de vastgestelde aflossingsperiode;
- f) de verbintenis om het aantal gehandicapte werknemers dat voorzien is in het quotum tewerk te stellen, uiterlijk één jaar na de bezetting van de gekochte, gebouwde of verbouwde gebouwen waarvoor een subsidie is toegekend;
- g) de verbintenis om bij aankoop van een terrein te starten met de bouwwerken binnen een jaar na de aankoop ervan;
- h) de verbintenis om de gebouwen en nutsvoorzieningen te verzekeren tegen brandrisico en aanverwante risico's;
- i) de aanduiding van de goederen die de onderneming in pand geeft, of andere garanties voor de voornoemde verbintenissen.

Wanneer de voornoemde verbintenissen niet worden nagekomen, moet de onderneming het toegekende subsidiebedrag terugbetalen.

Art. 8. Het bestuur behandelt de aanvragen en legt ze deze in één keer ter goedkeuring voor aan het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

Er wordt rekening gehouden met het werkingsplan van de onderneming en met de algemene economische omstandigheden.

De aanvragen van de ondernemingen die geen betrekking hebben op de aankoop van nutsvoorzieningen worden gerangschikt volgens prioriteit :

- 1° de veiligheid van de werknemers;
- 2° het behoud van de bestaande infrastructuur;
- 3° de tewerkstelling van zwaar gehandicapten;
- 4° de modernisering van de infrastructuur;
- 5° de rentabilisering van de infrastructuur;
- 6° het vermogen tot zelffinanciering van de onderneming.

Naar gelang van de beschikbare kredieten kent het bestuur zijn subsidies toe waarbij het zich houdt aan de voornoemde volgorde van prioriteiten.

Art. 9. Een onderneming krijgt enkel subsidies voor het aantal gehandicapte werknemers dat overeenstemt met het quotum zoals bepaald in artikel 4 van het besluit van het College tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de ondernemingen met aangepast werk en dat geldt op 15 januari van het refertejaar waarvoor de subsidie is aangevraagd.

Als overgangsmaatregel houdt de investeringssubsidie voor de aanvragen betreffende het referteboekjaar 1997 rekening met het quotum geldend op 1 september 1997.

Art. 10. Voor de reeds uitgevoerde aankopen en werken mag geen subsidie worden toegekend in zoverre er tussen de aankoopdatum of de aanvangsdatum van de werken en het refertejaar waarvoor de aanvraag is ingediend een periode van meer dan twee jaar ligt.

Art. 11. De kostprijs van de bouw van een gebouw wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° het aantal daadwerkelijk bebouwde m² is beperkt tot 30 m² per gehandicapte werknemer die voorzien is in het quotum;
- 2° het maximumbedrag dat kan worden toegekend is beperkt tot 12 000 F per m² vermeerderd met het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde, dat door de bouwheer niet mag worden afgetrokken;
- 3° desnoods kan er van de voornoemde oppervlakte afgeweken worden met ten hoogste 10 m² per gehandicapte werknemer die voorzien is in het quotum voor de bouw van de afgesloten voorraadhal die nodig is voor de activiteiten van de onderneming; in dat geval wordt het maximumbedrag dat kan worden toegekend beperkt tot 9 000 F per m², vermeerderd met het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde, dat door de bouwheer niet mag worden afgetrokken.
- 4° de dienstopervlakten die door het bestuur worden erkend als onontbeerlijk voor de goede werking van de onderneming worden in aanmerking genomen naar rato van :
 - open of halfopen voorraadhallen : 6 000 F per m²;
 - voorraadplaatsen, manoeuvreerzones, toegangswegen, losplaatsen, parkeerplaatsen : 2 000 F per m²

Art. 12. De aankoopprijs van een terrein wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° het aantal in aanmerking genomen m² wordt beperkt tot de oppervlakte die de gebouwen beslaan, vermeerderd met ten hoogste 25%;
- 2° andere niet-bebouwde oppervlakten worden in aanmerking genomen indien behoeften inzake voorraad, toegangswegen en parkeerplaatsen onontbeerlijk blijken in het raam van de uitgeoefende economische activiteiten;
- 3° het maximumbedrag dat kan worden toegekend wordt beperkt tot 3 000 F per m²;
- 4° indien het bestemd is voor veeteelt en landbouw wordt het maximumbedrag dat kan worden toegekend beperkt tot 500 F per m².

Art. 13. De aankoopprijs van een gebouw wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

1° het bestuur laat de handelswaarde van het gebouw ramen;

2° het niet-bebouwde terrein wordt in die evaluatie opgenomen ten belope van slechts een oppervlakte gelijk aan één vierde van de oppervlakte die het gebouw beslaat.

Art. 14. De kostprijs van de verbouwingen aan een gebouw worden ten laste genomen onder de volgende voorwaarden :

1° de werken zijn beperkt tot een maximumbedrag gelijk aan 20 % van het bedrag dat door het bestuur in aanmerking is genomen voor de subsidiëring van het aangekochte gebouw of, bij ontstentenis, van de handelswaarde van het gebouw;

2° het niet-bebouwde terrein wordt in die evaluatie opgenomen ten belope van slechts een oppervlakte gelijk aan één vierde van de oppervlakte die het gebouw beslaat.

Art. 15. Het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de aankoop en de verbouwing van een gebouw mag niet groter zijn dan het bedrag dat in aanmerking is genomen voor de aankoop van een terrein en de bouw van een gebouw, rekening houdend met het quotum dat is vastgesteld voor de onderneming.

Art. 16. De aankoopprijs van voorzieningen wordt ten laste genomen onder de volgende voorwaarden :

1° op voordracht van het bestuur kan het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen maximumbedragen voor de tenlasteneming van bepaalde nutsvoorzieningen vaststellen; ook kan hij minimumbedragen vaststellen voor eenheidskosten waaronder geen enkele tegemoetkoming wordt toegekend;

2° voor elke voorziening stelt de onderneming de offertes van drie verschillende leveranciers voor; indien zij geen drie offertes kan voorstellen, dient zij dit te motiveren;

3° per onderneming wordt een eerste maximumsubsidiebedrag vastgesteld op 100 000 F voor iedere gehandicapte werknemer die is opgenomen in het quotum zonder dat er enige beperking in de tijd wordt ingesteld om dit bedrag te besteden; om na te gaan of dit maximumbedrag bereikt is, wordt rekening gehouden met de subsidies die zijn toegekend sinds de dag waarop de onderneming als beschutte werkplaats is erkend;

4° wanneer dit eerste maximumbedrag is bereikt, wordt per onderneming een tweede maximumsubsidiebedrag vastgesteld op 6 000 F voor iedere gehandicapte werknemer die is opgenomen in het quotum per refertejaar.

Indien de aanvraag van de onderneming betrekking heeft op een lager bedrag kan zij tweemaal na elkaar het saldo overdragen op het volgend refertejaar.

Art. 17. De beslissing van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen vermeldt de aankopen en werken die door het bestuur in aanmerking zijn genomen, de gegevens op basis waarvan het subsidiebedrag is berekend, de eventuele wijzigingen aan het bouw- en aankoopplan.

Het bestuur brengt de onderneming onverwijld op de hoogte van het bedrag en van de rangorde van de hypothecaire inschrijving of van de andere garanties voor de verbintenissen die de onderneming heeft aangegaan.

Art. 18. De beslissing tot toekenning van een subsidie houdt ambtshalve en van rechtswege op uitwerking te hebben indien de werken niet zijn opgestart of de aankopen niet verricht zijn vóór het verstrijken van het kwartaal dat volgt op het kwartaal dat in aanmerking was genomen om de werken te laten starten en de aankopen te verrichten.

Art. 19. De bewijsstukken voor de uitbetaling van de subsidies moeten bij het bestuur worden ingediend binnen de zes maanden, te rekenen ofwel vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing wanneer de werken of aankopen op dat tijdstip reeds waren uitgevoerd, ofwel vanaf de datum waarop de werken zijn uitgevoerd of de aankoopfacturen zijn betaald wanneer die uitvoering of aankopen na de kennisgeving van de beslissing vallen.

Art. 20. De subsidie voor de bouw of verbouwing van het gebouw wordt uitbetaald :

naar rato van 80 % naargelang van de voorlegging van de bewijsstukken voor de uitvoering van de werken;

naar rato van 10 % wanneer de onderneming gedurende twee opeenvolgende kwartalen ten minste 90 % van het aantal gehandicapte werknemers dat in het quotum is voorzien is, tewerkgesteld heeft;

naar rato van de overige 10 % wanneer de onderneming daadwerkelijk het gebouw betrokken heeft waarvoor de subsidie is toegekend.

Art. 21. De subsidie voor de aankoop van voorzieningen wordt uitbetaald na de voorlegging van de betaalde factuur en van een verklaring waaruit blijkt dat de voorzieningen in perfecte staat zijn afgeleverd.

Art. 22. De onderneming verbindt zich ertoe om de subsidie aan te wenden voor de bestemming waarvoor ze werd toegekend. Deze bestemming mag niet worden gewijzigd zonder de toestemming van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen na advies van het bestuur.

Wat betreft de voorzieningen die zijn verworven tussen 1 januari 1992 en 31 december 1997 en waarover een beslissing is genomen tot toekenning van subsidie met betrekking tot een refertejaar tussen 1992 en 1996, moet de onderneming een bedrag terugbetalen dat gelijk is aan het niet-uitbetaalde deel van de subsidie wanneer de bestemming van de subsidie niet behouden is vóór het verstrijken van de uitbetalingstermijn.

Wat betreft de voorzieningen die zijn verworven buiten die periode moet de onderneming, wanneer de bestemming van de subsidie niet behouden is vóór het verstrijken van de uitbetalingstermijn, een bedrag terugbetalen dat gelijk is aan het niet-uitbetaalde deel van de subsidie, waarbij dit bedrag niet minder dan 60 % van de verkoopprijs mag bedragen. Bij verkoop na het verstrijken van de uitbetalingstermijn moet de onderneming 40 % van de verkoopprijs terugbetalen.

Wat betreft de onroerende goederen maakt het bestuur de handelswaarde van de goederen op wanneer de bestemming van de subsidie niet behouden is. De onderneming moet dan het deel van de handelswaarde terugbetalen dat overeenkomt met het percentage aan subsidies dat het bestuur voor die goederen heeft verleend. Indien de onderneming het bedrag van de verkoop opnieuw investeert in een onroerend goed met dezelfde bestemming, moet ze de meerwaarde slechts terugbetalen naar rato van het bedrag van de verkoop dat niet opnieuw geïnvesteerd werd.

Art. 23. Worden opgeheven :

1. artikelen 80, 1ste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

2. aangaande de ondernemingen : artikel 83 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

3. het ministerieel besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van de subsidies tot oprichting, uitbreiding of inrichting van beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd.

Art. 24. Dit artikel treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1149

[C - 97/31167]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 4, 6, 1° et 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié par les arrêtés des 14 et 21 septembre 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 17 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe d'adapter les dispositions réglementaires relatives à l'établissement du processus global d'intégration sociale et professionnelle en concertation avec chaque personne handicapée en tenant compte de l'adoption par la Commission communautaire française du décret du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées et de son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997, de la mise en place de l'équipe pluridisciplinaire au sein du Fonds bruxellois, des collaborations nouvelles à mettre en œuvre avec les centres de réadaptation fonctionnelle et les centres d'orientation spécialisée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : les services du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 11 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée, tel que prévu à l'article 6, 1° du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 3. Toute demande d'intervention ou de prestation introduite par la personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret fait l'objet d'une décision prise dans le cadre du processus global.

Art. 4. Compte tenu de la demande, des capacités et des besoins de la personne handicapée, le processus global peut porter sur :

1° une aide matérielle individuelle;

2° une éducation scolaire, éventuellement accompagnée sur le plan pédagogique;

3° une formation professionnelle;

4° une insertion professionnelle;

5° un accompagnement réalisé par un service agréé;

et inclure des conseils.